

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19, dit besluit "van bijzondere machten" niet moet worden onderworpen aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, die de Regering in elk geval heeft verzocht om geen adviesaanvragen dringend in te dienen. Het decreet tot bevestiging van dit besluit zal worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Gedurende een periode van 30 dagen te rekenen vanaf de dag na de inwerkingtreding van dit besluit door de Regering, worden de bevoegdheden van de provincieraad als bedoeld in artikel L2212-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie door het provinciecollege uitgeoefend met als enig doel de continuïteit van de openbare dienstverlening ondanks de pandemie Covid-19 te garanderen en voor zover het dringend karakter van zijn optreden en de dwingende noodzaak gerechtvaardigd zijn.

Art. 2. § 1. De ter uitvoering van artikel 1 genomen beslissingen van het provinciecollege kunnen de geldende verordeningen, ordonnances of beslissingen van de provincieraad opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen. Zij kunnen met name de administratieve sancties voor hun inbreuk vaststellen.

§ 2. De ter uitvoering van paragraaf 1 genomen beslissingen kunnen worden aangenomen zonder dat de wettelijk of reglementair voorgeschreven adviezen voorafgaandelijk worden ingewonnen.

Art. 3. De beslissingen die ter uitvoering van artikel 1 worden aangenomen, moeten binnen drie maanden na de inwerkingtreding ervan door de provincieraad worden bevestigd.

Bij gebrek aan bevestiging binnen de in het eerste lid bedoelde termijn worden zij geacht nooit uitwerking te hebben gehad.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 23 maart 2020.

Namen, 24 maart 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/40906]

24 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 9 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au Covid-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services;

Considérant qu'en vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie Covid-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave;

Considérant qu'à l'instar de ce qui a été décidé pour les organes communaux et provinciaux, il convient de régler le fonctionnement des organes des centres publics d'action sociale. A défaut, leur action risque totalement paralysée le temps de la pandémie;

Considérant que les centres publics d'action sociale sont compétents pour organiser les dispositifs permettant aux citoyens d'avoir une vie conforme à la dignité humaine, comme le prévoit l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

Considérant qu'au-delà du respect des mesures de précaution adoptées, il ne peut être exclu que des conseillers de l'action sociale ne soient plus en mesure de prendre part aux réunions, soit pour éviter la propagation du Covid-19, soit parce que leur état de santé ne le leur permettrait pas;

Considérant que dans ces circonstances exceptionnelles et afin d'assurer la continuité du service public et l'exercice des missions indispensables des centres publics d'action sociale, il convient que les compétences du conseil de l'Action sociale qui doivent être exercées dans l'urgence, et/ou impérieuses et/ou celles relatives aux dossiers individuels le soient par le Bureau permanent, pour une durée de 30 jours;

Que le Bureau permanent, dans ce cas, statuerait également sur les décisions prises par le Comité spécial de l'aide sociale si ce dernier ne se réunissait pas;

Considérant que le Bureau permanent motivera l'urgence et l'impériosité de traiter les demandes individuelles prescrits, et partant l'impérieuse nécessité, qui justifie son action;

Que dans ce cadre, il convient d'avoir égard à l'arrêté de pouvoirs spéciaux relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Que les délais de rigueur qui s'imposent aux centres publics d'action sociale sont en effet suspendus pour ce qui relève des compétences gérées par la Wallonie en exécution de l'arrêté de pouvoir spéciaux y relatif et ne peuvent dès lors en principe, sauf exception dûment motivée, justifier l'urgence;

Considérant que les décisions non urgentes et non impérieuses, relevant des attributions du conseil de l'action sociale seront quant à elles exercées par le conseil de l'action sociale quand il se réunira à nouveau. Sont rappelées à cet égard les modalités contenues dans la circulaire du 16 mars relative aux mesures administratives et organisationnelles encadrant la crise sanitaire cluë au Covid-19;

Considérant par ailleurs, les décisions adoptées par le Bureau permanent en exécution des compétences qui lui sont temporairement attribuées devront être confirmées par le Conseil de l'action sociale dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, dans un délai de trois mois à partir de leur entrée en vigueur. A défaut, ils seront réputés n'avoir jamais produit leurs effets;

Considérant que dans ces circonstances exceptionnelles et afin d'assurer la continuité du service public et l'exercice des missions indispensables des centres publics d'action sociale, il convient que les compétences du conseil de l'action sociale qui doivent être exercées dans l'urgence le soient par le Bureau permanent, pour une durée de 30 jours;

Considérant que les prérogatives du Président de centres publics d'action sociale en matière d'aides urgentes, relativement larges, demeurent;

Considérant par ailleurs qu'il convient de prévoir que, dans l'unique éventualité où les réunions à la fois du conseil de l'action sociale, du Bureau permanent et du Comité spécial ne pouvaient se tenir d'aucune manière ou ne rencontraient pas le quorum nécessaire, et, compte tenu de l'impériosité et de l'urgence des décisions à adopter, le Président se voit déléguer l'exercice de l'ensemble des compétences des organes;

Considérant que ces points sont alors portés sans délai à la connaissance des membres du conseil de l'action sociale par courriel sécurisé et courrier ordinaire;

Qu'au besoin et en cas d'allongement ou d'aggravation des circonstances sanitaires exceptionnelles précitées, cette mesure exceptionnelle sera revue ou prolongée;

Considérant qu'au vu de l'article 3 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, le présent arrêté « de pouvoirs spéciaux » ne doit pas être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, cette dernière ayant en tout état de cause invité le Gouvernement à éviter de déposer des demandes d'avis dans l'urgence. Le décret confirmant le présent arrêté sera soumis à la section de législation du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour une durée de 30 jours, à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les attributions du conseil de l'action sociale prévues à l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale sont exercées par le bureau permanent aux seules fins d'assurer la continuité du service public malgré la pandémie de Covid-19 et dans la mesure où l'urgence de son action et l'impérieuse nécessité sont motivées.

Art. 2. § 1^{er}. Les décisions du bureau permanent adoptées en exécution de l'article 1^{er} peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les règlements ou décisions du conseil de l'Action sociale en vigueur. Elles peuvent notamment déterminer les sanctions administratives à leur infraction.

§ 2. Les décisions prises en exécution du paragraphe 1^{er} peuvent être adoptées sans que les avis légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis.

§ 3. Dans l'unique éventualité où les réunions à la fois du conseil de l'action sociale, du Bureau permanent et du Comité spécial ne peuvent se tenir d'aucune manière ou ne rencontrent pas le quorum nécessaire, et, compte tenu de l'impériosité et de l'urgence des décisions à adopter, le Président se voit déléguer l'exercice de l'ensemble des compétences des organes.

Ces points sont portés sans délai à la connaissance des membres du conseil de l'action sociale par courriel sécurisé ou courrier ordinaire.

Art. 3. Les décisions adoptées en exécution des articles 1^{er} et 2 doivent être confirmées par le conseil de l'action sociale et, le cas échéant par le Comité spécial dans un délai de trois mois à partir de leur entrée en vigueur.

A défaut de confirmation dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, elles sont réputées n'avoir jamais produit leurs effets.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 23 mars 2020.

Namur, le 24 mars 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/40906]

24 MAART 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 9 betreffende de uitoefening door het vast bureau van de bevoegdheden toegekend aan de raad voor maatschappelijk welzijn bij artikel 24 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19;

Overwegende dat de uitzonderlijke gezondheidscrisis Covid-19 waarmee België momenteel wordt geconfronteerd en de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, ertoe leiden dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt, en bepaalde diensten zelfs verlammen;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat het, naar de gelijkenis van wat beslist is voor de gemeentelijke en provincieorganen, passend is de werking van de organen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn te regelen. Zoniet dreigt hun handelen volledig lamgelegd te worden tijdens de tijd die de pandemie duurt;

Overwegende dat de openbare centra voor maatschappelijk welzijn om de regelingen te organiseren die de burgers in staat stellen een leven te leiden dat overeenstemt met de menselijke waardigheid, zoals bepaald in artikel 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat het bovenop de inachtneming van de aangenomen voorzorgsmaatregelen niet kan worden uitgesloten dat de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn niet meer in staat zijn om de vergaderingen bij te wonen, ofwel om de verspreiding van Covid-19 te voorkomen, ofwel omdat hun gezondheidstoestand dit niet meer zou toestaan;

Overwegende dat het, in deze uitzonderlijke omstandigheden en om de continuïteit van de openbare dienstverlening en de uitoefening van de onontbeerlijke opdrachten van de openbare raden voor maatschappelijk welzijn te garanderen, passend is dat de bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn die dringend moeten worden uitgeoefend, gedurende 30 dagen door het vast bureau worden uitgeoefend;

Overwegende dat het vast bureau, in dat geval, eveneens zou beslissen inzake de beslissingen genomen door het bijzonder comité voor maatschappelijk welzijn als laatstgenoemde niet zou samenkomen;

Overwegende dat het vast bureau de dwingende en absolute noodzakelijkheid om de opgelegde individuele aanvragen te behandelen, en bijgevolg de dwingende noodzaak die zijn optreden rechtvaardigt, zal motiveren;

Dat het in dit verband passend is om rekening te houden met het besluit van bijzondere machten betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Dat de dwingende termijnen die aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden opgelegd, in uitvoering van bedoeld besluit van bijzondere machten daadwerkelijk worden opgeschort en dus in principe, behoudens behoorlijk gemotiveerde uitzondering, de dwingende noodzakelijkheid niet kunnen rechtvaardigen;

Overwegende dat de niet-dringende en niet absoluut noodzakelijke beslissingen die onder de bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn vallen, dan weer, uitgeoefend zullen worden door de raad van maatschappelijk welzijn zullen worden uitgeoefend wanneer deze opnieuw zal vergaderen. In dit verband wordt verwezen naar de nadere regels vervat in de omzendbrief van 16 maart betreffende de administratieve en organisatiemaatregelen ter omkadering van de gezondheidscrisis te wijten aan Covid-19;

Overwegende dat de beslissingen die door het vast bureau worden aangenomen ter uitvoering van de bevoegdheden die hem tijdelijk zijn toegekend, zo spoedig mogelijk en in ieder geval binnen drie maanden na de inwerkingtreding ervan door de raad voor maatschappelijk welzijn moeten worden bevestigd. Indien dit niet het geval is, worden zij geacht nooit uitwerking te hebben gehad;

Overwegende dat het, in deze uitzonderlijke omstandigheden en om de continuïteit van de openbare dienstverlening en de uitoefening van de onontbeerlijke opdrachten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn te garanderen, passend is dat de bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn die dringend moeten worden uitgeoefend, gedurende 30 dagen door het vast bureau worden uitgeoefend;

Overwegende dat de prerogatieven van de voorzitter van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met betrekking tot de dringende hulp, die relatief breed zijn, blijven bestaan;

Overwegende dat het overigens passend is te bepalen dat, in het enige geval dat de vergaderingen van de raad voor maatschappelijk welzijn, het vast bureau en het bijzonder comité op geen enkele wijze kunnen worden gehouden of niet het vereiste quorum bereiken, en gezien de dwingende en absolute noodzakelijkheid van de aan te nemen beslissingen, aan de voorzitter de uitoefening van alle bevoegdheden van de organen wordt gedelegeerd;

Overwegende dat deze punten vervolgens onmiddellijk ter kennis van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn worden gebracht door middel van beveiligde e-mail en gewone post;

Dat deze uitzonderlijke maatregel zo nodig en in geval van verlenging of verergering van de hierboven genoemde uitzonderlijke gezondheidssomstandigheden zal worden herzien of verlengd;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19, dit besluit "van bijzondere machten" niet moet worden onderworpen aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, die de Regering in elk geval heeft verzocht om geen adviesaanvragen dringend in te dienen. Het decreet tot bevestiging van dit besluit zal worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Gedurende een periode van 30 dagen te rekenen vanaf de dag van de inwerkingtreding van dit besluit worden de bevoegdheden van de raad voor maatschappelijk welzijn als bedoeld in artikel 24 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn door het vast bureau uitgeoefend met als enig doel de continuïteit van de openbare dienstverlening ondanks de pandemie Covid-19 te garanderen en voor zover het dringend karakter van zijn optreden en de dwingende noodzaak gerechtvaardigd zijn.

Art. 2. § 1. De ter uitvoering van artikel 1 genomen beslissingen van het vast bureau kunnen de geldende verordeningen of beslissingen van de raad voor maatschappelijk welzijn opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen. Zij kunnen met name de administratieve sancties voor hun inbreuk vaststellen.

§ 2. De ter uitvoering van paragraaf 1 genomen beslissingen kunnen worden aangenomen zonder dat de wettelijk of reglementair voorgeschreven adviezen voorafgaandelijk worden ingewonnen.

§ 3. In het enige geval dat de vergaderingen van de raad voor maatschappelijk welzijn, het vast bureau en het bijzonder comité op geen enkele wijze kunnen worden gehouden of niet het vereiste quorum bereiken, en gezien de dwingende en absolute noodzakelijkheid van de aan te nemen beslissingen, wordt de uitoefening van alle bevoegdheden van de organen aan de voorzitter gedelegeerd.

Deze punten worden onmiddellijk ter kennis van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn door middel van beveiligde e-mail of gewone post gebracht.

Art. 3. De beslissingen die ter uitvoering van de artikelen 1 en 2 worden aangenomen, moeten binnen drie maanden na de inwerkingtreding ervan door de raad voor maatschappelijk welzijn en, in voorkomend geval, door het bijzonder comité worden bevestigd.

Bij gebrek aan bevestiging binnen de in het eerste lid bedoelde termijn worden zij geacht nooit uitwerking te hebben gehad.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 23 maart 2020.

Namen, 24 maart 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/40907]

24 MARS 2020. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 16 janvier 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

La Ministre de la Nature et de la Ruralité,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1^{er}, 5^o;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, les articles 3, § 1^{er}, et 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o;

Vu l'urgence motivée par le fait que la crise sanitaire que constitue la peste porcine africaine est une crise grave et très rapidement évolutive qui requiert une prise de décision immédiate compte tenu de la situation de terrain;

Que pour lutter efficacement contre cette maladie infectieuse virale, de nombreuses mesures précoces (réseau de clôtures étendu), proactives (prospection intensive dans la zone infectée de 30.483 ha, élimination des cadavres) et drastiques (destruction par piégeage, tir de nuit, intensification de la chasse, installation de points d'affût et appâtage, mesures de biosécurité) ont été adoptées et mises en place par la Région wallonne dans deux zones définies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers et modifiées par les arrêtés du Gouvernement wallon du 12 décembre 2019 et du 18 décembre 2019, à savoir la zone infectée et la zone d'observation renforcée;

Que ces multiples mesures ne peuvent souffrir d'une libre circulation en forêt au risque de compromettre tant la sécurité des intervenants qui luttent ou qui contribuent à lutter contre la maladie et viser son éradication que celle de celles et ceux qui souhaiteraient déambuler en forêt à des fins de loisirs ou à des fins non liées à la gestion de la maladie;

Qu'il a été évalué qu'une libre circulation en forêt risquerait, en outre, d'accroître, la propagation de la maladie en dehors de la zone infectée, soit vers des zones boisées non infectées soit par l'introduction de la maladie dans la filière d'élevage des porcs ou vers des porcs domestiques;

Qu'en conséquence une interdiction de circulation en forêt a été prise par voie d'arrêtés ministériels successifs, dont le dernier en date est l'arrêté ministériel du 16 janvier 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, en prévoyant toutefois certaines dérogations pour un nombre limité d'ayants-droits;

Que la combinaison des mesures de lutte adoptées et mises en place avec les interdictions successives de circulation en forêt a été considérée, et continue de l'être, tant par les experts européens spécialisés en la matière que par le comité scientifique de l'AFSCA (Comité scientifique de l'AFSCA – conseil urgent n°03-2020 – Réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle des travaux forestiers en zone II) (dossier SciCom 2020/06) comme efficaces;

Que cette efficacité est démontrée, d'une part par la diminution de la population des sangliers en zone infectée, et d'autre part par la diminution de l'incidence apparente des cas viropositifs chez les sangliers;

Qu'actuellement seuls des ossements de sanglier (derniers en date des 3 janvier, 25 février et 10 mars 2020 indiquant une mort datant de 4 à 6 mois par les experts vétérinaires), dont les analyses virologiques effectuées par le laboratoire de référence belge Sciensano démontrent qu'ils sont positifs au virus de la peste porcine africaine, sont découverts;

Que, malgré la diminution de la population des sangliers et de la présence du virus en zone infectée, la peste porcine africaine reste toujours active et virulente dans cette zone;

Que la diminution observée ne permet pas, en outre, d'assurer que la pression d'infection locale a, quant à elle, totalement diminué;

Qu'il ne peut, par ailleurs, être exclu l'installation d'une situation d'endémie dans la zone infectée et la crainte d'une extension de l'épidémie hors de la zone infectée par l'effet des naissances printanières;

Que l'épidémie reste encore non résolue;

Que parallèlement à l'évolution de la maladie, la Région wallonne, en sa qualité de gestionnaire du risque de la maladie, a sollicité auprès du Comité scientifique de l'AFSCA le 24 février 2020 la remise d'un conseil urgent quant à la reprise des activités forestières en zone infectée (dossier SciCom 2020/06);